

Informations économiques d'Afrique de l'ouest anglophone

Semaine 5, du 29 janvier au 4 février 2018

- Nigéria : quelques chiffres sur les projets d'investissement au Nigéria en 2017 ; nouveaux objectifs pour la production de pétrole et de gaz ; travaux à venir sur les infrastructures portuaires et routières ; le Nigéria va commencer la production locale de vaccins ;
- Ghana : vers un fort accroissement des recettes fiscales en 2018 ? ; 310 M USD pour financer des projets de lutte contre le changement climatique ; un don de 50 M USD pour renforcer les politiques de développement du tourisme ;
- Sierra Leone : 16 candidats en lice pour les élections présidentielles du 7 mars ;
- Libéria : rapport de la Banque centrale : reprise de l'économie en 2017 ; la Compagnie électrique du Libéria signe un contrat avec une société irlandaise.

Nigéria

Restrictions d'accès au change : retrait de certaines matières premières ?

Selon le Président de l'Association des constructeurs du [Nigéria \(MAN\)](#), [Frank Udemba-Jacobs](#), la [Banque centrale nigériane \(CBN\)](#) aurait revu sa classification concernant les restrictions d'accès au change, entraînant le retrait de [36 sous-produits](#). Pour rappel, 41 catégories de produits figuraient depuis juillet 2015 et jusqu'alors sur la liste de la CBN, pour lesquels l'accès aux devises était interdit. M. Jacob a précisé que ces 41 catégories regroupaient 680 dénominations, dont 36 auraient été retirées de la liste en tant qu'elles concernent des matières premières nécessaires aux membres de la MAN. Par ailleurs, les [réserves de change ont franchi un nouveau seuil en ce début d'année, en atteignant 40,6 Mds USD le 30 janvier, soit leur plus haut niveau en quatre ans](#). Les taux directeurs de la Banque demeurent pour l'instant inchangés, le [Comité de politique monétaire du 22 janvier ayant été reporté sine die faute de quorum nécessaire](#). Pour rappel, la CBN maintient ses taux inchangés depuis juillet 2016 : i) le taux directeur à 14% ; ii) les réserves obligatoires des banques à 22,5% ; iii) le ratio de liquidité à 30% ; iv) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pbb.

Quelques chiffres sur les projets d'investissement au Nigéria en 2017.

Selon la [Commission nigériane pour la promotion des investissements \(NIPC\)](#), le Nigéria a enregistré [112 projets d'investissements en 2017, répartis à travers 27 Etats du pays, pour un montant total estimé à 66,4 Mds USD](#). C'est le secteur pétrolier qui se place en tête avec 25,3 Mds (soit 38% du total) d'investissements annoncés, suivi du secteur manufacturier avec 12 Mds USD (18%) puis des secteurs de l'énergie (10,2 Mds USD), de l'immobilier (6,7 Mds USD) et des transports (4 Mds USD). Selon la directrice de la NIPC, Yewande Sadiku, la prochaine étape sera de suivre l'effectivité de ces annonces. [Concernant les start-ups, plus de 195 M USD ont été levés par 159 jeunes pousses sur le continent, soit une progression de 51% par rapport à 2016 selon le rapport Disrupt Africa 2017](#). Le Nigéria arrive pour la première fois en tête de ce classement quant au montant des fonds levés, et devant l'Afrique du Sud, sans toutefois que les chiffres n'aient été communiqués. [Le gouvernement vient par ailleurs d'annoncer le lancement de son 3^{ème} plan d'action pour renforcer la facilité de faire des affaires](#), qui devrait durer 60 jours à compter du 5 février. Pour rappel, le [Nigéria a progressé de 24 places dans le rapport annuel 2018 de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires \(Doing Business\), passant de 169^{ème} à 145^{ème} sur 190 économies](#).

Nouveaux objectifs pour la production de pétrole et de gaz.

Le Directeur de la compagnie pétrolière nationale ([NNPC](#)), [Maikanti Baru](#), a [annoncé que la partie upstream de l'institution \(la NPDC\) avait pour objectif d'augmenter sa production jusqu'à 500 000 bpi d'ici à 2022](#). La NPDC produit actuellement près de 200 000 bpi, et pourrait atteindre les 300 000 bpi cette année. Concernant le secteur gazier, la ministre des Finances nigériane, [Kemi Adeosun](#), a [révélé que le pays cherchait à durcir sa législation sur le torchage de gaz. En effet, la législation actuelle classe la sanction comme une charge \(donc déductible d'impôt\) et le gouvernement cherche à la qualifier en sanction \(« penalty »\)](#) : cette distinction sémantique aurait entraîné un manque à gagner potentiel de plusieurs milliards de dollars au gouvernement, selon la ministre. Selon les derniers chiffres de la [NNPC](#), [le volume moyen de gaz torché au mois de novembre 2017 est de 874,72 mmscfd \(millions de pieds cubes standards par jour\), soit 11,1% du volume total de gaz produit](#). Pour information, le Nigéria est considéré comme le deuxième pays en

volume de gaz torché après la Russie. Selon le Nigerian Gas Flare Tracker, qui mesure le torchage à partir d'image satellites, le volume de gaz torché en 2014 aurait été de 9,02 Mds de m³ (53 millions de BOE).

Travaux à venir sur les infrastructures portuaires et routières.

Le Syndicat des travailleurs maritimes du Nigéria ([MWUN](#)), [menace le gouvernement fédéral d'observer une grève nationale dès le 6 février si les réparations d'urgence des routes d'accès aux ports, et en particulier celles d'Apapa et de Tin-Can, ne sont pas réalisées d'ici le 5](#). Le MWUN avait lancé un précédent ultimatum en mai 2017, qu'il avait suspendu après avoir reçu la promesse du gouvernement d'une amélioration de l'état des routes. Autre nouvelle du secteur, [la Lekki Port LFTZ Entreprise \(LPLE\) a annoncé que les travaux de construction de la digue principale du port de Lekki avaient débuté. Situé dans la zone de libre-échange de Lagos \(LFTZ\), le port une fois achevé sera avec 16,5 mètres de profondeur l'un des plus profonds d'Afrique de l'Ouest](#). Plusieurs fois reporté, l'achèvement des travaux, estimés à un coût total de 1,5 Md USD, est fixé à 2019 selon les dernières déclarations officielles. Par ailleurs et selon les déclarations de Nuruddeen Rafindadi, directeur général par intérim de l'Agence fédérale de maintenance des routes ([FERMA](#)), [le gouvernement japonais a offert par l'intermédiaire de la Sakai Heavy Industries Limited, 21 équipements de maintenance des routes au Nigéria](#). Le don devrait s'accompagner d'un programme de formation du personnel de la FERMA pour l'utilisation et la maintenance des machines.

Secteur électrique : projets en vue de l'amélioration des capacités de production et de transport.

[La Banque mondiale a remis au gouvernement nigérian un plan d'aménagement stratégique sur 20 ans pour le renforcement de la transmission électrique](#). Le programme, dont la conception a été réalisée par une société de conseil allemande, Fitchner GmbH, a été financé par la Banque à hauteur de 2 M USD. Autre information du secteur, [le gouvernement nigérian et la banque chinoise d'import-export espèrent débiter cette année les travaux de la centrale hydraulique de Mambila, une fois le montage financier validé](#). Pour rappel, le projet de centrale, qui vise une capacité 3 050 MW, est valorisé à 5,8 Mds USD pour des travaux qui devraient durer 5 ans. Autre projet dans le Delta du Niger, l'entreprise chinoise [SINOTEC serait en pourparlers avec la Commission de développement du Delta du Niger \(NDDC\) pour la mise en place d'un projet régional de 18 centrales](#) dont la production totale serait de 7 000 MW. Par ailleurs, la Commission nigériane chargée de la régulation électrique ([NERC](#)) [devrait octroyer des licences aux fournisseurs de compteurs pour une durée de 15 ans afin d'améliorer les mesures de distribution électrique des 11 sociétés de distribution \(DisCos\)](#). Pour information, 54% des consommateurs nigériens ne seraient pas équipés de compteurs selon les chiffres de la NERC. [A noter enfin, la génération électrique aurait atteint un nouveau pic fin janvier à 4 351 MW enregistrés sur le réseau national](#). Ce chiffre reste néanmoins inférieur à l'objectif minimum de génération quotidienne de 4 500 MW fixé par le ministre de l'Energie pour 2018.

Le Nigéria va commencer la production locale de vaccins.

[Le gouvernement fédéral et May & Baker Nigeria Plc ont inauguré Biovaccines Nigeria Limited, un partenariat public-privé visant à la production locale de vaccins](#), en reprenant les installations du laboratoire fédéral de production de vaccins (LFPV) à Yaba. D'après le contrat conclu en joint-venture, May & Baker détient 51% de la compagnie et le gouvernement fédéral 49%. Pour rappel, [le Nigéria qui importe actuellement 100% de ses vaccins, a connu en 2017 une pénurie lors d'une épidémie de méningite](#) qui a causé plus de 1 000 morts. La même année, l'OMS et ses partenaires ont dû fournir plusieurs millions de vaccins dans le cadre de campagnes d'urgence contre la rougeole et la fièvre jaune. [Selon l'OMS, les dépenses du gouvernement nigérian pour les programmes de vaccination s'élevaient à 185 M USD en 2016, soit 29% du montant total des dépenses pour le pays \(639 M USD\), dont le reste est assuré par les programmes de développement étrangers \(ONG, bailleurs..\)](#). Pour rappel, les produits pharmaceutiques représentent le 1^{er} poste d'exportations de la France vers le Nigéria, à 431 M EUR au 1^{er} semestre 2017, soit 61,8% du montant total de nos exportations. Au niveau mondial, le Nigéria est le 10^{ème} client de la France pour les préparations pharmaceutiques.

Ghana

Vers un fort accroissement des recettes fiscales en 2018 ?

L'autorité en charge de la collecte des impôts (Ghana Revenue Authority, GRA) juge que la cible fiscale de 39,8 Mds GHC (8,9 Mds USD) qui lui a été assignée pour 2018 est atteignable. Celle-ci sous-tend une [augmentation de 23,2% des recettes par rapport à l'année 2017, lors de laquelle elles auraient déjà augmenté de 22,3%](#). [A l'aune du potentiel de progression du Ghana en matière de collecte fiscale, cet objectif paraît optimiste mais plausible](#). L'OCDE montrait récemment que le niveau des recettes publiques au Ghana (15% du PIB) était inférieur à la moyenne estimée sur un échantillon de 16 pays africains (19% du PIB). Les mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale qui ont été votées dans le cadre de la loi de finance 2018, devraient permettre un accroissement de la collecte à court-terme. Le rythme

de cet accroissement dépendra cependant de la vitesse et de l'efficacité avec lesquelles elles seront mises en œuvre par l'administration.

310 M USD pour financer des projets de lutte contre le changement climatique.

[Le gouvernement ghanéen devrait obtenir d'ici la fin de l'année un financement de 310 M USD issu du Fonds vert pour le climat, dans le cadre d'un programme d'aide lancé en juin 2015](#) et soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Institut des ressources mondiales (WRI). Cette somme servira à financer différents plans d'actions pilotés par le gouvernement en faveur, notamment, de l'accroissement des capacités de production d'énergie renouvelable et du renforcement de la résilience des populations rurales et des infrastructures du pays, face aux risques liés au changement climatique.

Un don de 50 M USD pour renforcer les politiques de développement du tourisme.

[Le ministère du Tourisme, des arts et de la culture a reçu un don de 50 M USD de la part de la Banque mondiale pour financer l'activité de ses agences en faveur du développement du tourisme au Ghana.](#) Ce don s'inscrit dans le cadre de la feuille de route stratégique co-conçue par le gouvernement et la Banque mondiale. Celle-ci doit permettre de renforcer l'offre de formation dans les métiers du tourisme, d'améliorer les infrastructures de transport et d'accueil des personnes et de favoriser l'entrepreneuriat, plus particulièrement les projets favorisant l'émancipation des femmes et des jeunes.

Sierra Leone

16 candidats en lice pour les élections présidentielles du 7 mars.

[La Commission électorale sierra-léonaise \(NEC\) a clôturé cette semaine le dépôt des candidatures pour les élections présidentielles du 7 mars. 16 partis politiques sont donc en lice](#), chacun ayant communiqué son ticket présidentiel (Président et vice-Président). Après deux mandats, le Président sortant Ernest Bai Koroma a désigné son ministre des Affaires étrangères et ex-gouverneur de la Banque centrale, Samura Kamara, comme candidat de l'APC (All Peoples Congress). [Le principal parti d'opposition, SLPP \(Sierra Leone People's Party\) a lui intronisé Julius Maada Bio](#), ancien chef de la junte militaire qui a dirigé le pays pendant quelques mois en 1996. A noter que l'ex vice-Président, Sam Sumana, qui avait été démis de ses fonctions en mars 2015 par le Président Koroma, se présente au nom du C4C (Coalition for Change).

Libéria

Rapport de la Banque centrale : reprise de l'économie en 2017.

[D'après le Rapport annuel 2017 de la Banque centrale libérienne \(CBL\), l'économie s'est réinscrite sur un sentier positif en 2017, avec une croissance de 2,5%, après une contraction du PIB d'1,6% en 2016.](#) La croissance a notamment été portée par une reprise du secteur minier (10% du PIB) de 28,8% en g.a. (contre -33% en 2016), dynamisée par la production d'or. En 2018, les autorités tablent sur une croissance de 3,9% soulignant que ce scénario est soumis à plusieurs risques (chute des cours du minerai de fer et du caoutchouc, incertitudes sur la politique fiscale et déficit d'infrastructures). Sur l'année 2017, le pays a enregistré de fortes pressions inflationnistes à 12,4% en moyenne (contre 8,8% en 2016), reflet de l'augmentation des prix des carburants et de la dépréciation du dollar libérien (-24,5% sur l'année). La CBL a intensifié ses interventions sur le marché des changes, entraînant une baisse de 12,1% des réserves sur l'année (517 M USD soit 4,6 mois d'importations de biens et services). En revanche, le déficit commercial s'est réduit de 31,7% passant de 921,9 M USD en 2016 à 629,3 M USD, du fait principalement d'une baisse des importations (-16% à 1 Md USD). Parallèlement à cela, le pays a enregistré une augmentation de ses exportations (+39,2% à 388,8 M USD), grâce notamment à ses ventes d'or qui ont progressé de 60,9%, représentant à présent près de la moitié des ventes à l'étranger du pays. Du côté du secteur bancaire, la CBL continue de faire face à une augmentation des créances douteuses dans l'encours de prêts, le ratio étant passé de 11,8% fin octobre 2016 à 13,6% fin octobre 2017.

La Compagnie électrique du Libéria signe un contrat avec une société irlandaise.

[La Compagnie électrique du Libéria \(LEC\) a signé avec ESB International \(filiale de la compagnie électrique irlandaise ESB Group\) un contrat de service de gestion d'une durée de 3 ans, renouvelable 2 ans.](#) Les services fournis par ESB viseront l'amélioration globale du réseau et la diminution de son coût d'exploitation. Au terme du contrat, une équipe de gestion libérienne formée par ESB prendra le relais. Une partie du contrat sera financée avec la subvention de 257 M USD accordée par le gouvernement américain au gouvernement libérien dans le cadre du Millennium Challenge Corporation. En parallèle, [USAID et la LEC ont signé un partenariat pour l'approvisionnement électrique de 2 200 foyers et 150 entreprises du district de Suakoko dans le comté de Bong.](#) L'accord implique le développement et la gestion conjointe

d'une ligne de transport d'électricité de 77 kilomètres. Pour rappel, [selon USAID, le Libéria possède en 2016 l'un des taux d'accès à l'électricité parmi les plus bas au monde : seul 2% de la population y aurait accès pour une capacité de production installée s'élevant à 23 MW.](#)

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
